

## Réponse d'Enedis à la consultation publique du 17 juillet 2024 relative à l'encadrement de l'instruction des demandes de mutualisation des raccordements des consommateurs au réseau public de transport

### Propos liminaire

Enedis accueille favorablement les propositions de la CRE sur la mutualisation des raccordements des consommateurs sur le réseau public de transport.

Néanmoins, Enedis souhaite rappeler ici les inconvénients majeurs du dispositif issu de la loi APER, qui limite le bénéfice de la mutualisation aux utilisateurs du réseau public de transport :

- La mutualisation du financement des postes sources entre plusieurs consommateurs n'est pas possible : ils demeurent donc sur la logique actuelle (le premier arrivé « paie ») contrairement à ce qui existe dans le cadre des S3REN. Il est donc nécessaire d'étendre ce dispositif au financement des postes sources.
- Il n'est pas possible pour un Gestionnaire de Réseau de Distribution de répercuter aux bénéficiaires du raccordement au RPD une partie des coûts payés par le GRD à RTE au titre des ouvrages mutualisés du RPT. Il en résulte une absence de signal permettant d'orienter les clients vers une localisation efficiente pour le système et risque d'induire des « bulles » de demandes de raccordement sur le RPD (voire des découpages de projets pour être raccordés sur le RPD). Sur la seule région Ile de France où environ 1 GW de demandes anticipées de raccordement sont étudiées annuellement, les coûts liés à la quote-part avoisineraient les 150 M€ à la charge du Turpe. Ces arbitrages opportunistes sont susceptibles de conduire à des coûts échoués et à un dimensionnement non optimal du réseau, préjudiciables pour la collectivité.

Du point de vue de la collectivité, le dispositif dans son ensemble doit concourir à ce que la capacité d'accueil permise par la mutualisation soit orientée vers un développement des usages cohérent avec la politique énergétique du pays, en particulier ceux qui contribuent à la décarbonation de l'industrie.

### Question 1. Partagez-vous la proposition de la CRE sur le périmètre des bénéficiaires du dispositif de mutualisation ?

#### Eligibilité des installations de stockage sur le RPD

La proposition de la CRE rappelle l'éligibilité au dispositif prévue par la loi APER, à savoir que les consommateurs du RPT et les ouvrages de distribution peuvent bénéficier de la mutualisation des ouvrages du RPT. Toutefois, l'analyse de la CRE suggère que le raccordement des stockeurs reste sous le régime branchement/extension classique, y compris pour les stockeurs raccordés sur le RPD. Pour Enedis, il est nécessaire d'explicitier si un stockeur RPD peut bénéficier lors de sa demande de raccordement des capacités offertes par les ouvrages réalisés dans une zone de mutualisation.

Dans l'hypothèse où un stockeur sur le RPD bénéficierait de ces capacités, cela créerait une asymétrie dans la mesure où les stockeurs sur le RPT en sont exclus, et donc une incitation au raccordement sur le RPD. Puisqu'il n'est pas possible pour un Gestionnaire de Réseau de Distribution de répercuter aux bénéficiaires du raccordement au RPD une partie des coûts payés par le GRD à RTE au titre des ouvrages mutualisés du RPT, cet effet serait accentué.

#### Hypothèse de contra-cyclicité naturelle des stockeurs

En ce qui concerne l'impact des stockeurs sur la planification des ouvrages mutualisés, Enedis s'interroge sur l'affirmation de la CRE quant au fait que le raccordement du stockage dans les zones mutualisées a « a priori pour objectif de diminuer les contraintes et ne devrait donc pas consommer de capacité ».

Enedis a instruit cette question au travers d'un appel à contribution des opérateurs de stockage, et a démontré qu'une « contracyclicité » a priori (ou naturelle) des stockeurs n'existe pas au regard du comportement constaté sur le RPD, par exemple en observant les batteries raccordées à des postes sources avec forte présence de production EnR. En effet, le comportement des batteries répond majoritairement aux écarts du système interconnecté via la participation aux services système. Ces sites ont donc un comportement d'injection / soutirage rapide et indépendant des besoins du réseau local. En outre, la contracyclicité vis-à-vis du réseau ne peut exister qu'avec un pilotage par des signaux adressés par le GRD, à défaut de quoi le stockeur ne peut avoir connaissance des périodes précises de contraintes réseau.

Pour qu'un gain puisse être envisagé en termes de planification, l'offre de raccordement pour une installation de stockage doit évoluer pour que ce caractère contra-cyclique ne soit pas un pari ou une option mais un engagement, actionnable tout au long de la vie des actifs et non pas au bon vouloir de l'acteur. Sous ces hypothèses, un dimensionnement du réseau différent pourrait alors être envisagé.

#### **Impact des installations de stockage RPD sur le dimensionnement des zones mutualisées**

Dans l'hypothèse où les stockeurs RPD seraient éligibles à bénéficier des ouvrages du RPT mutualisés, le dimensionnement de ces ouvrages serait impacté à la hausse. Compte tenu de la capacité de raccordement limitée dans ces zones, il paraîtrait pertinent d'adresser des signaux économiques leur permettant de s'orienter vers une localisation efficiente vis-à-vis du réseau, ce qui est particulièrement adapté pour des installations présentant un faible encombrement et dont la localisation a peu d'influence sur les services qu'elles rendent.

Dans le cadre d'une évolution de l'offre de raccordement des installations de stockage, l'intégration d'une contribution au financement du développement du RPD et du RPT dans la zone de raccordement permettrait ainsi de véhiculer plus efficacement ce signal-prix.

#### **Mise en œuvre contractuelle à l'interface RPD/RPT**

Les concertations RTE prévues à partir de T4-2024 devront préciser les modalités associées en précisant clairement si elles se font via une Offre de Raccordement Alternative Mutualisée (ORAM, avec quote-part) ou si le cadre de l'extension « classique » (l de l'article D. 342-2 du code de l'énergie) demeure pour certains acteurs.

#### **Question 2. Êtes-vous favorable au traitement proposé pour les sites mixtes ?**

Enedis partage la proposition de la CRE qui est cohérente avec celle retenue pour les S3REN mais regrette qu'elle soit inopérante pour le RPD : la quote-part payée à RTE par Enedis ne peut pas être répercutée au site mixte bénéficiaire sur le RPD.

#### **Question 3. Êtes-vous favorable aux critères de déclenchement d'une anticipation/mutualisation (saturation d'une zone et multiplicité des demandes) ? En voyez-vous d'autres ?**

Enedis est favorable aux modalités proposées.

Enedis remarque comme la CRE que c'est bien « le gestionnaire du réseau de transport qui prévoit, à la réception d'une demande de raccordement d'un consommateur, de mettre en œuvre le dispositif d'anticipation et de mutualisation conformément à l'article L. 342-2 du code de l'énergie ».

Toutefois, ce pilotage par RTE ne saurait se faire au détriment de la nécessaire concertation avec les GRD qui accueillent directement les demandes de raccordement sur le RPD. En effet, Enedis agit en tant qu'interface pour le compte des consommateurs du RPD, qui sont in fine les véritables bénéficiaires des ouvrages.

Par conséquent le déclenchement, la modification et la définition des zones de mutualisation doivent se faire en étroite collaboration avec les GRD avec une prévenance suffisante pour que les clients puissent être accompagnés.

**Question 4. Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE de définition des besoins et des travaux associés dans une zone de mutualisation ?**

La définition des besoins de consommation ne doit pas être du seul ressort de RTE que ce soit en termes de volumes ou d'étendue des zones. En effet, la délimitation des postes sources pouvant faire partie d'une « zone électrique pertinente » est complexe à déterminer et doit faire l'objet d'une concertation avec le GRD. Ce point permet de répondre à l'objectif de « rationaliser les besoins locaux ».

De plus, si RTE reste seul à apprécier « la solution de raccordement, permettant d'optimiser les travaux, les coûts et délais prévisionnels », il convient toutefois d'assurer une transparence avec un détail suffisant pour asseoir la pertinence de la solution et de la quote-part qui peut, dans certains cas, atteindre des niveaux financiers conséquents.

Enfin, les délais de traitement des demandes de raccordement peuvent conduire à des raccordements par RTE dans l'attente de la mise en service des travaux sur le RPT, le GRD restant ainsi exposé à un risque accru de télé-délestage dans les zones mutualisées. Si Enedis ne conteste pas le fondement technique de ces risques, il convient que ceux-ci soient caractérisés (description chiffrée des durées et profondeurs des contraintes) afin que les GRD et les clients du RPD puissent construire leurs contrats en conséquence.

**Question 5. Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation à transmettre par RTE ?**

Enedis partage le contenu du dossier de saisine de la CRE : en effet, la transparence sur la solution technique et la quote-part demandée par RTE contribue à asseoir sa légitimité.

Quant à la typologie des ouvrages, Enedis rappelle que l'article L342-1 distingue les ouvrages de branchement (en basse tension), d'extension et le reste qui constitue donc du renforcement. Il serait donc préférable d'éviter le terme « renouvellement » et conserver une distinction entre création (nouvelle), création en remplacement (ou en parallèle) et renforcement. La prise en compte ou non dans la quote-part devrait alors être explicitée ouvrage par ouvrage, et ce suivant qu'il s'agisse d'un client raccordé en HTB1 ou en HTB2.

**Question 6. Êtes-vous favorable à la durée de dix ans pendant laquelle la quote-part est exigible envisagée par la CRE ?**

Enedis soutient la durée maximale de dix ans pendant laquelle la quote-part est exigible de sorte à éviter le plus possible des effets d'aubaine (décalages de demandes de raccordement à l'issue de cette période pour éviter la quote-part).

**Question 7. Êtes-vous favorable aux modalités de plafonnement de la quote-part envisagées par la CRE ?**

Enedis estime que le plafonnement de la quote-part pour les clients HTB1 doit découler d'une analyse précise des ouvrages concernés, en distinguant la part pouvant être répercutée aux utilisateurs raccordés en HTB1 ou HTB2.

En effet, les ouvrages (y compris HTB3) faisant partie de la mutualisation doivent être distingués entre création (nouvelle), création en remplacement (ou en parallèle) et renforcement. La prise en compte ou pas dans la quote-part doit alors être explicitée ouvrage par ouvrage, en distinguant s'il s'agit d'un client raccordé en HTB1 ou en HTB2.

Cette transparence permettra de limiter le risque de contestation des quotes-parts.

**Question 8. Êtes-vous favorable aux modalités d'actualisation de la quote-part envisagées par la CRE ?**

Enedis recommande que les modalités de mise à jour de la quote-part soient les plus proches possibles des dispositions existantes pour les S3RENR.

**Question 9. Pour une actualisation de la quote-part, il est pertinent de prévoir un dispositif d'indexation annuelle sur un indice public. Êtes-vous favorable aux modalités de révision de la quote-part envisagées par la CRE ?**

Enedis partage les causes de révision de la quote-part proposées par la CRE sous condition que l'impact avec le niveau de la quote-part soit démontré. Dans l'éventualité où elles seraient invoquées, il est nécessaire qu'elles soient dûment justifiées. Par ailleurs, il est pertinent d'intégrer systématiquement les écarts de coûts observés sur les ouvrages mis en service à l'instar des S3RENR.

**Question 10. Identifiez-vous d'autres cas de révision de la quote-part autres que ceux envisagés par la CRE à ce stade ?**

Enedis estime que la prise en compte du coût réel des ouvrages mis en service – qui peut s'écarter des estimations initiales – peut être un cas de révision de la quote-part si ce coût s'éloigne sensiblement de l'indice proposé pour l'indexation annuelle.

**Question 11. Êtes-vous favorable au processus de validation et de déclenchement des investissements dans les zones de mutualisation envisagé par la CRE ?**

Enedis partage le processus de validation et de déclenchement des investissements dans les zones de mutualisation. Si l'encadrement de deux mois pour que la CRE accorde les autorisations par délibération est utile, Enedis remarque qu'il n'y a aucun encadrement de la période entre la « suspension » par RTE des demandes de raccordement sur une zone et la saisine de la CRE pour une demande d'autorisation. Si la période dépend de la zone considérée (probablement dépendante de l'étendue des études de réseau nécessaires, de l'analyse de la robustesse des gisements, etc...), Enedis demande que cette période de suspension soit encadrée et que les exigences en matière de délais d'envoi des offres de raccordement qui s'imposent à Enedis soient adaptées en conséquence.

**Question 12. Êtes-vous favorable aux modalités de suivi des zones de mutualisation envisagées par la CRE ?**

Enedis partage les modalités de suivi des zones de mutualisation envisagées par la CRE. Cependant, les informations quantifiées portant sur les télé-délestages potentiels durant la période de réalisation des ouvrages sont susceptibles d'évoluer au cours du temps. Il conviendrait que ces informations fassent partie de celles tenues à jour au fil des réalisations de nouveaux ouvrages ou raccordements.

**Question 13. Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?**